

Grand débat national : quel premier bilan après deux mois ?

Le grand débat lancé par Emmanuel Macron en réponse aux Gilets jaunes vient d'achever sa première phase. L'heure est désormais aux analyses et aux choix.
Source AFP

C'est la fin d'une longue séquence politique de deux mois. Le grand débat national initié par l'exécutif s'achève ce vendredi 15 mars. L'aboutissement de deux mois de réunions partout en France qui ont donné naissance à une masse de propositions. L'exécutif va devoir y piocher pour répondre aux attentes des Français. Place désormais à l'analyse qui précédera les décisions. Mais la sortie s'annonce complexe et s'étalera sur plusieurs mois.

Un moment unique

Lancé à la mi-janvier pour répondre à la crise des Gilets jaunes, le grand débat national a été un épisode inédit dans l'histoire de la démocratie française. Une « réussite » pour le gouvernement, avec plus de 10 300 réunions locales et 1,4 million de contributions sur le site dédié. Un bémol : chaque contributeur a déposé en moyenne quatre contributions, selon les « garants » chargés de veiller à l'indépendance de la consultation, ce qui limite l'ampleur de la mobilisation.

Entre 400 000 et 500 000 personnes ont participé aux réunions locales et les 16 000 « cahiers citoyens » déposés en mairie pour recueillir les revendications représentent près d'un demi-million de pages en cours d'exploitation. La moitié des rencontres ont été organisées par les élus, essentiellement les maires, l'autre par des associations ou des particuliers. Et si le sud du pays s'est plus mobilisé, aucune grande région n'a été en dehors du processus.

Pas de top 10 des priorités

Les Français ont débattu librement et des thèmes comme la santé, l'éducation, le pouvoir d'achat, la culture, qui ne figuraient pas parmi ceux proposés au départ, ont été largement abordés. Ils se sont d'abord exprimés sur la fiscalité - pouvoir d'achat, retraite, CSG, baisse des taxes... - et la transition écologique. Mais on ne peut pas en tirer « quelque chose comme le top 10 des sujets retenus par les Français », prévient Isabelle Falque-Pierrotin, l'une des cinq « garants ». Des tendances se dessinent en revanche pour

la reconnaissance du vote blanc, l'indexation des retraites sur l'inflation, le rétablissement de l'ISF, ou la lutte contre les inégalités sociales et les déserts médicaux.

La méfiance vis-à-vis des élus est également très vive : 60 % des contributeurs pensent qu'il faut réduire le nombre d'élus locaux et 35 % seulement souhaitent le transfert de nouvelles missions aux collectivités territoriales, alors que c'est une revendication des élus. Et l'extension du référendum, une priorité des Gilets jaunes, ne mobilise qu'une minorité de participants (43 %).

Quelle légitimité ?

Les « garants » ont déploré les interférences répétées PT Serif, qui a multiplié les débats marathons avec des élus et des citoyens, et des membres du gouvernement dans le débat. Une exposition qui a pu, selon eux, « attiser la méfiance » des Français et freiner la mobilisation. Surtout, le grand débat ne doit pas être perçu comme un « grand sondage national » qui révélerait les priorités des Français, seuls ceux qui le souhaitaient ayant participé à la consultation. Les retraités ont notamment été surreprésentés et les jeunes très peu présents dans les débats. « On ne pourra jamais dire : *Les Français pensent que...* » tranche le politologue [Pascal Perrineau](#).

« Effet grand débat »

Emmanuel Macron a bénéficié d'un « effet grand débat » et a vu sa cote de popularité repartir à la hausse après avoir atteint son plus bas niveau au plus fort de la crise des Gilets jaunes. Mais les dernières enquêtes montrent que les Français restent sceptiques sur son efficacité et six sur dix (63 %, Elabe) pensent que l'exécutif ne tiendra pas compte des avis exprimés.

La consultation a bénéficié d'une énorme couverture médiatique et tout le monde en a entendu parler, même si ceux qui ont participé au débat ne constituent qu'une faible partie des 47 millions d'inscrits sur les listes électorales.

Sortie à la mi-avril

Emmanuel Macron s'est donné un mois pour trancher et va poursuivre sa tournée des régions. Il devrait clore le débat à partir de la mi-avril, donner « les grands axes de réponse et le sens de la direction à suivre ». Nombre d'élus pressent l'exécutif de prendre des mesures rapides, même symboliques, pour répondre à l'attente des Français. Mais certaines annonces pourraient ouvrir des chantiers de plusieurs mois et prendre différentes formes : référendum, projets de loi, « Grenelle social », remaniement...

Entre-temps, les contributions sont analysées par des sociétés spécialisées dans le traitement informatique des données de masse. Des Conférences citoyennes régionales (CCR) auront encore lieu les 15-16 et 22-23 mars et des débats début avril au Parlement. Des CCR pour lesquelles les organisateurs peinent à recruter la centaine de citoyens tirés au sort prévue au départ.